Initiative Cash

Défendre la Liberté et la Souveraineté Suisse

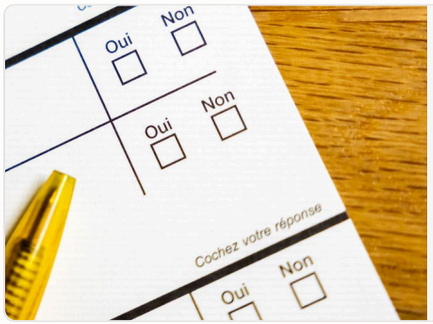
Le 8 mars 2026, un choix décisif s'offre aux citoyennes et citoyens suisses : préserver notre liberté monétaire ou accepter une surveillance financière totale.

Un choix déterminant pour notre démocratie

Le 8 mars 2026, les citoyens suisses devront se prononcer sur l'initiative populaire « **Oui à une monnaie suisse libre et indépendante sous forme de pièces ou de billets (l'argent liquide, c'est la liberté)** », lancée par le Mouvement suisse pour la liberté (MSL), ainsi que sur le contre-projet du Conseil fédéral.

Thémisia Gioia soutient sans équivoque **l'initiative populaire** car elle seule garantit véritablement la protection du franc physique contre les dérives technocratiques et la surveillance financière généralisée qui menacent nos libertés fondamentales.

Cette votation dépasse largement le simple cadre technique d'un mode de paiement. Il s'agit d'un choix de société fondamental qui déterminera si nos enfants vivront encore dans une démocratie respectueuse des libertés individuelles ou dans un État de surveillance numérique totalitaire.



[24] Tamedia Publications romandes S.A.

L'imposition individuelle et l'initiative sur l'arge...

Les Suisses voteront sur quatre objets au mois de mars prochain. Pour la première fois depuis 2010, un...

www.esa.admin.ch

Objets de la votation populaire du 8 mars 2026

Berne, 05.11.2025 — Le Conseil fédéral a décidé des objets qui seront soumis au vote le 8 mars 2026. Pour la première fois depuis 2010, il y aura au niveau fédéral une votation su...

Date de votation

8 mars 2026

Enjeu majeur

Protection constitutionnelle du franc physique

Position de Thémisia Gioia

OUI à l'initiative populaire

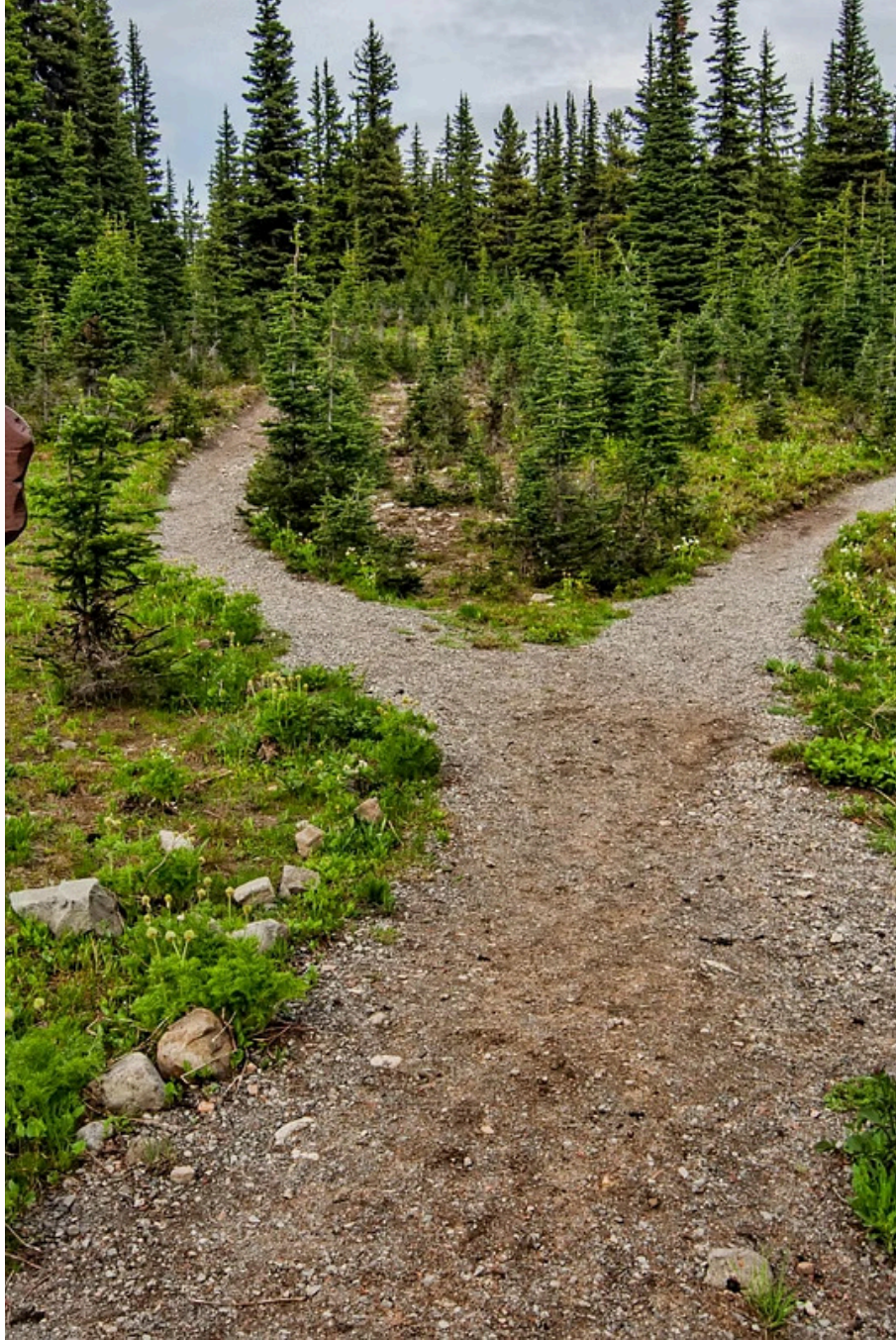
Pourquoi l'Initiative et Non le Contre-projet ?

La différence entre ces deux textes n'est pas une simple nuance juridique. C'est un gouffre qui sépare la véritable protection de nos libertés d'une manœuvre politique destinée à nous endormir pendant que s'installe discrètement la surveillance totale.

BREIZH-INFO

La Suisse veut défendre l'argent liquide en l'in...

Le Conseil des États suisse a approuvé un projet visant à inscrire l'approvisionnement en argent liquid...



Une différence fondamentale d'impact

L'initiative populaire

Exige explicitement que « **les pièces de monnaie ou les billets de banque soient toujours disponibles en quantité suffisante** » et que « **tout remplacement du franc suisse par une autre monnaie soit soumis au vote du peuple et des cantons** ».

Cette formulation précise et sans ambiguïté garantit la nature **physique** de notre monnaie : billets tangibles et pièces métalliques que vous pouvez tenir dans votre main.

Le contre-projet fédéral

Se limite à stipuler vaguement que *« la Banque nationale suisse garantit l'approvisionnement en numéraire »* sans jamais préciser la forme concrète de ce numéraire.

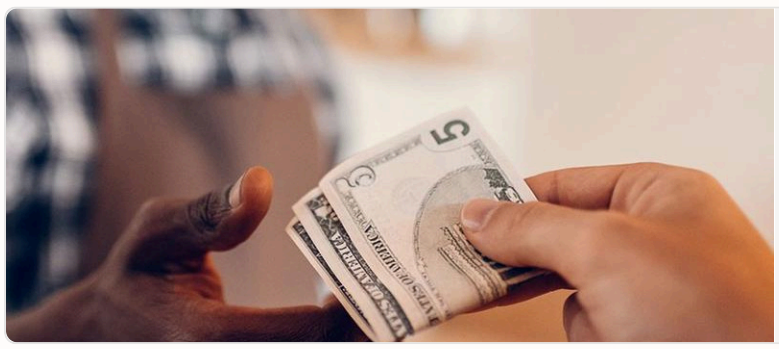
Cette terminologie **volontairement floue** ouvre grand la porte aux monnaies numériques de banque centrale (CBDC) et pourrait permettre le remplacement progressif, insidieux et non démocratique du papier et du métal par des jetons électroniques totalement traçables.

Le contre-projet est une **manœuvre dilatoire** qui ne protège pas véritablement l'argent physique mais ouvre grand la porte aux monnaies numériques émises par la banque centrale (CBDC).

watson.ch/fr

L'argent liquide va être inscrit dans la Constitution suisse

Après le National, le Conseil des Etats a approuvé mardi à l'unanimité le contre-projet pour protéger l'argent liquide en Suisse.



Allnews

L'argent liquide est important

Les gouvernements du monde entier ont souligné l'importance de garantir l'approvisionnement continu en espèces en tant qu'infrastructure essentielle.

www.trmlabs.com

Monnaie numérique de banque centrale (CBDC) | Glossaire TRM

Explorez les monnaies numériques de banque centrale (MNBC), des monnaies fiduciaires numérisées émises par les banques centrales qui combinent la stabilité de la monnaie traditionnelle avec l'innovation numérique. Découvrez leurs avantages, notamment l'inclusion financière, la transparence et...

Protection de la vie privée et préservation de l'anonymat

Le dernier rempart de l'anonymat

L'argent liquide est le **dernier moyen de paiement véritablement anonyme**. Contrairement aux paiements électroniques, il ne laisse aucune trace numérique et protège les citoyens contre la surveillance permanente de leurs dépenses et activités quotidiennes.

Les moyens de paiement électroniques permettent la collecte massive de données personnelles. Chaque transaction révèle vos habitudes de consommation, vos déplacements, vos fréquentations, vos opinions politiques (via vos achats de livres, journaux), et même votre état de santé (achats de médicaments, consultations).

Ces données peuvent être exploitées par les banques, les gouvernements, vendues à des tiers commerciaux ou pirates informatiques, ou utilisées contre vous dans un contexte politique répressif.

L'argent liquide garantit la liberté personnelle et empêche le profilage massif des citoyens.

linc.cnil.fr

Cash Less Society : comment préserver la vie privée dans une société sans argent liquide ? | Linc

Les innovations dans le secteur des moyens de paiements contribuent à réduire inexorablement la part de l'argent liquide, au point que certains annoncent l'avènement d'une société « cashless » (c'est-à-dire sans argent liquide). La fin du cash soulève toutefois des questions majeures en termes de droits...

Autonomie et résilience en cas de crise

Vulnérabilité technologique

Les crises récentes (pandémie Covid-19, pannes électriques massives, cyberattaques sophistiquées) ont démontré la **vulnérabilité extrême** des systèmes de paiement électroniques.

En cas de coupure d'électricité, de panne de réseau internet ou de sabotage informatique, les cartes bancaires, distributeurs automatiques et terminaux de paiement deviennent instantanément inutilisables.

Recommandations des banques centrales

La Banque centrale européenne (BCE) elle-même recommande à chaque citoyen de conserver entre **70 et 100 euros en liquide** à domicile pour couvrir les besoins essentiels pendant 72 heures en cas de crise majeure.

L'argent liquide reste le moyen de paiement le plus **résilient et fiable** face aux défaillances technologiques, qu'elles soient accidentelles ou malveillantes.

Sans argent liquide, une simple panne informatique paralyse toute l'économie et prive les citoyens de leur autonomie financière.

Pleine vie

"Entre 200...." : voici la somme qu'il faut toujours avoir chez soi, en cas d'extrême ...

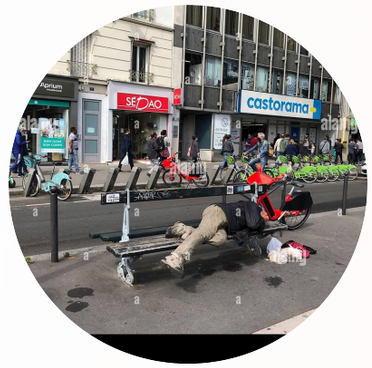
Face aux crises imprévues, disposer d'une réserve d'argent liquide est essentiel. Découvrez combien il faut garder chez soi pour faire face aux urgences.

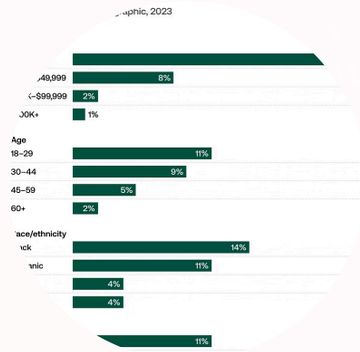
Résilience Urbaine – site survivaliste français

Coupure de courant longue durée : 9 conséquences à anticiper

Une coupure de courant quelques heures ou quelques jours est une chose, mais être privé d'électricité pendant des semaines ou des mois en est une autre. Une panne d'électricité de...

Inclusion sociale et accessibilité universelle





Personnes âgées

Beaucoup maîtrisent mal les technologies numériques et dépendent du cash pour leurs achats quotidiens

Personnes sans domicile

Sans compte bancaire, l'argent liquide est leur unique moyen d'échange et de survie

Non-bancarisés

1,7 milliard de personnes dans le monde n'ont pas accès aux services bancaires traditionnels

Environ **5 millions de personnes en Europe** souffrent d'exclusion bancaire totale ou partielle. L'argent liquide est un moyen de paiement universel accessible à tous, indépendamment du statut social, de la situation financière, de l'âge, de la solvabilité ou des capacités technologiques.

Il est particulièrement vital pour ceux qui, par conviction philosophique, religieuse ou par nécessité pratique, refusent les moyens de paiement électroniques et leur surveillance inhérente.

Supprimer l'argent liquide, c'est exclure les plus vulnérables et créer une société à deux vitesses.

Observatoire des inégalités

« L'exclusion bancaire est une injustice sociale doublée d'une aberration économiq...

L'exclusion bancaire toucherait environ 5 millions de personnes. Ce phénomène se conjugue le plus souvent avec l'exclusion sociale. Entretien avec Alain Bernard, responsable du...

Meilleur contrôle du budget personnel

La méthode des enveloppes budgétaires

L'utilisation d'argent liquide permet une **visualisation concrète et tangible** des dépenses et aide psychologiquement à mieux gérer son budget familial.

La méthode des enveloppes budgétaires, qui connaît un succès croissant notamment auprès des jeunes générations et des ménages modestes, consiste à allouer une somme précise en espèces à chaque catégorie de dépenses mensuelle (alimentation, loisirs, transports, etc.).

Contrairement aux paiements électroniques où l'argent « virtuel » facilite dangereusement les achats impulsifs et la perte de contrôle, l'argent liquide impose une **discipline naturelle et saine** : quand l'enveloppe est vide, les dépenses s'arrêtent automatiquement.

Bénéfices concrets

- Réduction des achats impulsifs
- Meilleure conscience des dépenses réelles
- Prévention du surendettement
- Contrôle tangible du budget

Cette méthode simple, efficace et éprouvée aide particulièrement les ménages modestes et les familles à ne pas dépasser leur budget dans un contexte d'inflation galopante et de pouvoir d'achat en érosion constante.

> L'argent liquide responsabilise et permet un contrôle tangible de ses finances personnelles.

www.nirio.fr

Méthode des enveloppes: le "cash stuffing" pour gérer son budget mensuel

Découvrez la méthode des enveloppes pour gérer votre budget mensuel.

Le Mag de la Conso

Vivre avec du cash pour mieux gérer son budget : bonne ou mauvaise idée ?

Avec le pouvoir d'achat qui diminue et l'inflation qui n'en finit pas, il est de plus en plus compliqué de gérer son budget.

Protection contre la surveillance étatique et le crédit social

La disparition de l'argent liquide au profit exclusif des paiements électroniques ouvre inexorablement la voie à un **système de surveillance totale** . Les initiateurs de l'initiative sont particulièrement inquiets et vigilants face au modèle chinois de « crédit social », qui note et classe les citoyens en fonction de leurs comportements et transactions financières.

Surveillance permanente

Traçage en temps réel de tous les achats et déplacements des citoyens, 24h/24

Système de notation

Récompenses pour les « bons comportements » et sanctions pour les autres via restrictions d'accès

Contrôle des dépenses

Décision autoritaire sur ce que les citoyens ont le droit de dépenser, où et quand

Censure financière

Blocage automatique de certaines transactions jugées indésirables par le pouvoir

C.i. Process (Shanghai)

Les effets du crédit social sur les entreprises en Chine

Le système de crédit social en Chine s'applique à toutes les entreprises, locales et étrangères. Découvrez les obligations, sanctions, et les règles de 2025.

chrome-extension://efaidnbmnnnibpcajpcglclefindmkaj/https://www.irsem.fr/storage/file_manage

TNP Consultants

Blog | CBDC et Privacy

La création de monnaie numérique de banque centrale (CBDC), telle que l'euro numérique soulève des questions de protection de la vie privée à travers le...

Indépendance face aux banques et aux intermédiaires

Gel des avoirs

Les banques peuvent geler vos avoirs sans votre consentement ni procédure judiciaire équitable

Frais abusifs

Imposition de frais pour chaque transaction, réduisant progressivement votre capital

Limitations arbitraires

Restrictions sur vos retraits ou paiements selon des critères opaques et changeants

Fermeture de compte

Votre compte peut être fermé unilatéralement si vous êtes jugé « à risques » politiques ou financiers

Propriété réelle vs ligne comptable

L'argent liquide échappe totalement au contrôle des institutions financières privées et ne génère **aucun frais de transaction**. Il permet de payer directement, sans intermédiaire parasitaire, et garantit que l'argent vous appartient véritablement et physiquement.

L'argent liquide garantit votre propriété réelle et votre indépendance financière absolue.

Avec les paiements électroniques, votre argent n'est qu'une simple *ligne comptable* dans un système informatique bancaire vulnérable et opaque. Vous ne possédez rien de tangible, seulement une promesse numérique.https://www.allnews.ch/content/points-de-vue/largent-liquide-est-important

Garantie de la souveraineté monétaire suisse

L'initiative exige explicitement et sans ambiguïté que **« tout remplacement du franc suisse par une autre monnaie soit soumis au vote du peuple et des cantons »**. Cette clause constitutionnelle protège la Suisse contre plusieurs menaces existentielles majeures.

Protection contre l'euro

Empêche une adhésion rampante et non démocratique à l'euro sans consultation populaire claire et transparente

Blocage des CBDC imposées

Interdit l'introduction forcée d'une monnaie numérique de banque centrale (CBDC) qui remplacerait le franc physique sans accord du peuple

Indépendance monétaire

Empêche la subordination de notre politique monétaire souveraine à des instances étrangères (UE, FMI, BRI)

La Banque nationale suisse (BNS) travaille déjà activement sur un **franc numérique** dans le cadre du Projet Helvetia, initialement destiné aux institutions financières professionnelles. Toutefois, elle refuse pour l'instant catégoriquement une version « de détail » (retail) accessible directement au grand public.

Sans protection constitutionnelle explicite et contraignante, rien n'empêchera une transition progressive et silencieuse vers une monnaie entièrement dématérialisée dans un avenir proche, privant définitivement les citoyens de leur liberté monétaire.

L'initiative protège notre souveraineté monétaire et le droit inaliénable du peuple à décider démocratiquement de l'avenir de sa monnaie.

www.ictjournal.ch

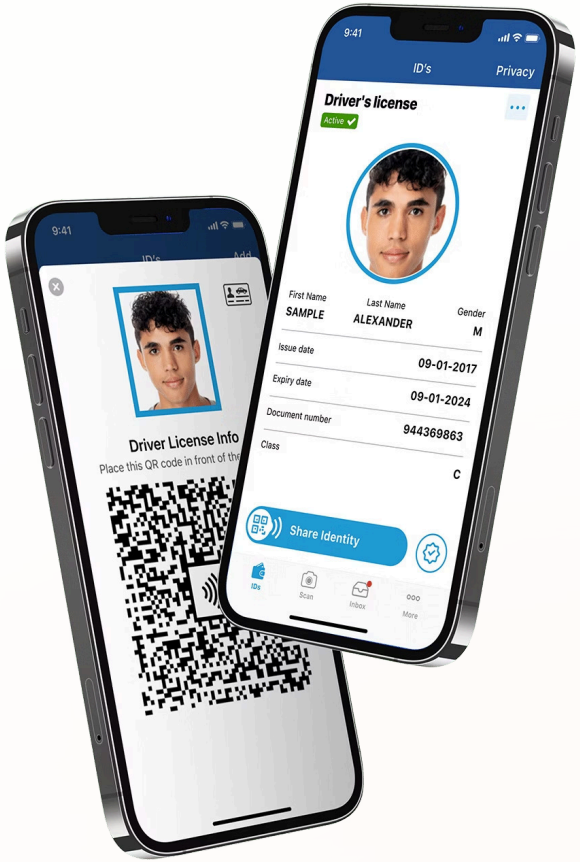
Franc numérique de gros: essais concluants et poursuite du projet (update)

La BNS, l'opérateur boursier SIX et six banques dont UBS et la BCV expérimentent une monnaie numérique de banque centrale de gros. La dernière phase pilote étant un succès, le projet se poursuit.

Finyear

Monnaie Numérique de Banque Centrale : La Banque Nationale Suisse réussit et ...

La Banque Nationale Suisse (BNS) a annoncé qu'elle prolongeait le projet Helvetia III, son projet pilote de monnaie numérique de banque centrale de gros (MNBC de gros), pour « au...



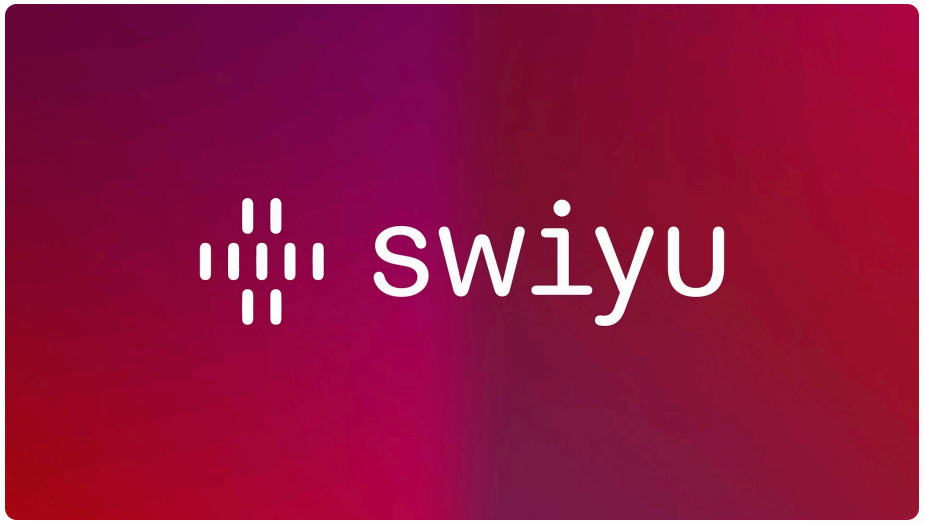
L'e-ID : La clé de voûte du passage aux CBDC

Un piège qui se referme : Comment l'e-ID ouvre la porte à la surveillance monétaire

Le 28 septembre 2025, les Suisses ont approuvé l'identité électronique (e-ID) par une majorité **extrêmement réduite (50,39%)**, quasi miraculée après que l'entreprise d'État Swisscom ait versé illégalement 30'000 francs à la campagne du oui, faussant ainsi le débat démocratique.

Cet événement représente un **tournant géopolitique et technologique critique** qu'il ne faut absolument pas sous-estimer : l'e-ID n'est pas simplement une carte d'identité numérique pratique et moderne. C'est l'infrastructure fondamentale qui manquait pour déployer un système de monnaie numérique entièrement traçable, programmable et contrôlable par l'État.

L'infrastructure Swiyu : La fondation de la surveillance totale



L'infrastructure de l'e-ID repose sur le « **Swiyu Trust Infrastructure** », développée par la Confédération pour gérer les identités numériques décentralisées dans un wallet sécurisé installé sur le téléphone portable de chaque citoyen.

Mais ce système, présenté mensongèrement au public comme une protection maximale contre la surveillance étatique, est en réalité une **couche d'identification universelle** qui peut être directement et facilement connectée à une CBDC future.

01

Identification obligatoire

Une CBDC requiert une identification positive et vérifiée de chaque utilisateur pour fonctionner techniquement

02

Infrastructure déployée

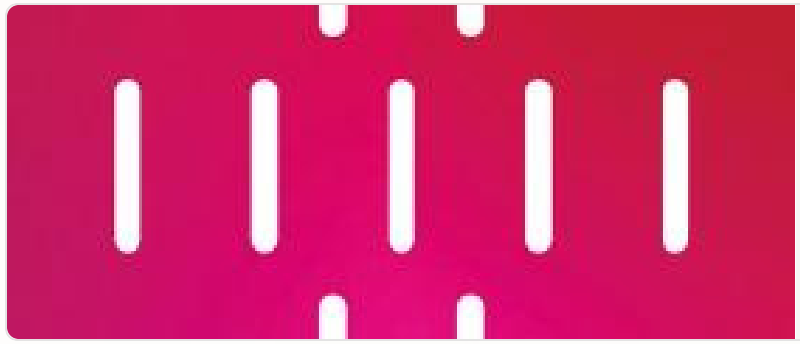
Avec l'e-ID approuvée et Swiyu opérationnel, l'État dispose maintenant de l'identifiant numérique unique nécessaire

03

Connexion directe

Chaque paiement numérique pourrait être instantanément lié à votre identité étatique vérifiée et traçable

Jusqu'à présent, cet obstacle majeur existait. Aujourd'hui, avec l'e-ID approuvée et l'infrastructure Swiyu déployée, l'État dispose de tous les outils techniques pour implémenter une CBDC de surveillance totale.



GitHub

swiyu – the Swiss Trust Infrastructure ecosystem

Organization for all public repositories of the swiyu Public Beta Trust Infrastructure – swiyu – the Swiss Trust Infrastructure ecosystem

L'équation fatale : e-ID + Wallet + CBDC = Surveillance totale

Le wallet Swiyu n'existe pas par hasard ou simple commodité citoyenne. La Confédération a **explicitement prévu** un « porte-monnaie numérique » intégré dans l'infrastructure Swiyu pour stocker « à l'avenir » d'autres documents officiels et services gouvernementaux. Cette architecture technique est **volontairement conçue** pour préparer et faciliter l'intégration transparente d'une monnaie numérique de banque centrale.

Une fois une CBDC introduite, elle s'installerait *« naturellement »* dans ce wallet existant, utilisant l'e-ID pour authentifier et tracer chaque transaction effectuée par chaque citoyen, 24h/24, 7j/7.

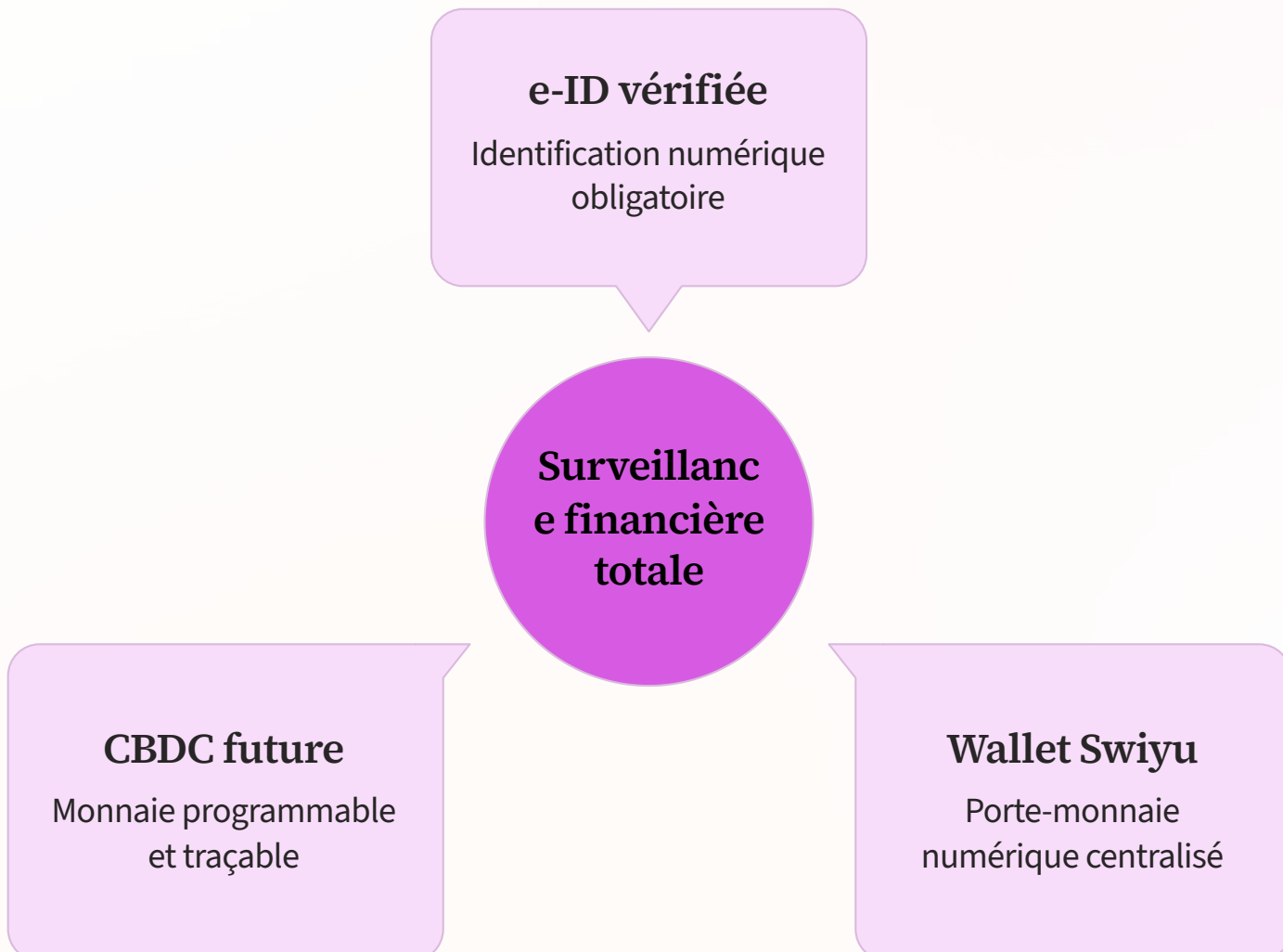
> Chaque franc numérique dépensé serait immédiatement lié à votre identité vérifiée, à votre wallet Swiyu, et donc à vos données personnelles complètes : nom, prénom, adresse, numéro AVS, lieu de naissance, nationalité, et potentiellement vos antécédents judiciaires.

La réalité technique : Un système de surveillance intégré

Cette architecture technique n'est pas théorique ou futuriste : elle existe déjà concrètement et fonctionne parfaitement. L'État suisse dispose maintenant de tous les éléments techniques nécessaires pour surveiller, tracer et contrôler chaque transaction financière de chaque citoyen en temps réel.

> Avec l'e-ID approuvée et l'infrastructure Swiyu déployée, la Suisse a franchi le point de non-retour technique vers un État de surveillance financière totale. Il ne manque plus que l'introduction d'une CBDC pour compléter ce dispositif de contrôle absolu.

L'équation est maintenant complète et opérationnelle :



Cette infrastructure de surveillance dépasse largement les capacités de contrôle de n'importe quel régime autoritaire historique. Chaque achat, chaque vente, chaque don, chaque transaction sera instantanément visible, enregistrée et analysée par l'État.

> Sans protection constitutionnelle explicite de l'argent liquide, les citoyens suisses perdront définitivement et irréversiblement leur dernière zone de liberté financière face à cette architecture de surveillance totale.

Le danger existentiel : Exposition aux décisions gouvernementales arbitraires

Voici le **cœur du problème existentiel** : avec une CBDC intégrée à l'e-ID, l'État n'a plus besoin des banques commerciales pour contrôler votre argent. La Banque nationale suisse et le gouvernement fédéral pourraient directement, unilatéralement et instantanément, sans aucun contrôle judiciaire préalable :

Blocage politique

Bloquer vos paiements si vous êtes considéré comme politiquement indésirable, dissident ou « extrémiste »

Gel administratif

Geler vos comptes sans procédure judiciaire préalable équitable ni droit de recours effectif

Restriction catégorielle

Restreindre vos dépenses à certaines catégories préapprouvées (alimentation, logement) mais pas d'autres (livres, Internet, voyages, médias indépendants)

Argent programmable

Programmer votre argent pour expirer à une date précise, vous forçant à le dépenser immédiatement ou à le perdre définitivement au profit de l'État

Traçage en temps réel

Tracer en temps réel chacun de vos achats, déplacements géographiques et interactions sociales

Interdiction d'accès

Vous interdire totalement d'accéder à votre propre argent pour punition administrative ou « mesure de sécurité préventive »

Crédit social

Créer un système de crédit social où votre accès financier dépend entièrement de votre score de conformité politique et sociale**https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/01/16/le-credit-social-les-devoirs-avant-les-droits_6026047_3232.html**

Il n'existe plus d'intermédiaire bancaire, plus de garde-fou institutionnel, plus de recours facile. C'est l'État, directement, maître absolu de votre argent et donc de votre vie.

L'analogie avec la Chine : Un modèle déjà existant et menaçant

Le système de crédit social chinois utilise précisément cette logique technique et politique : une identification numérique unique obligatoire, une monnaie entièrement dématérialisée et traçable, et un contrôle centralisé absolu par les autorités gouvernementales.

Le gouvernement chinois utilise activement ce système totalitaire pour **punir sévèrement** les citoyens jugés « déloyaux », « déviants » ou simplement critiques envers le régime.

Listes noires financières

Placement automatique sur des listes noires empêchant toute transaction bancaire ou commerciale normale

Interdiction de voyager

Blocage de l'accès aux transports (trains, avions) et interdiction totale de quitter le pays

Fermeture de comptes

Fermeture unilatérale et définitive de tous les comptes bancaires sans recours possible

Exclusion scolaire

Blocage de l'accès des enfants à l'éducation supérieure comme punition collective familiale

> Cet exemple dystopique n'est pas futuriste ni théorique. C'est la réalité actuelle, concrète et documentée qui se matérialise progressivement en Occident avec l'e-ID et les CBDC.**https://www.ouest-france.fr/leditiondusoir/2024-04-15/la-surveillance-numerique-est-omnipresente-en-chine-voici-comment-les-citoyens-y-font-face-865db030-0687-4ee0-**

Pourquoi l'État pousse en catimini vers ce modèle

Les gouvernements mondiaux explorent activement les CBDC précisément parce qu'elles offrent un **contrôle sans précédent** sur les dépenses citoyennes et les comportements individuels. Sous le prétexte officiel et trompeur de « lutte contre le blanchiment d'argent », de « transparence fiscale » et de « sécurité nationale », les autorités pourraient facilement détecter et punir immédiatement toute transaction jugée suspecte, conditionner l'accès à l'argent à la conformité politique, sociale ou fiscale, et éliminer complètement la possibilité de transactions anonymes.

Le coût « oublié » de l'argent électronique

Au-delà des dangers politiques et liberticides, l'argent électronique comporte un **coût économique caché considérable** que les banques et les gouvernements préfèrent ne jamais mentionner publiquement.

L'érosion invisible de la valeur

Considérons un simple billet de CHF 100.– qui circule dans l'économie. Chaque fois qu'un client paie un achat par carte bancaire électronique, le commerçant doit obligatoirement verser une commission substantielle à sa banque. Entre les commissions fixes, les frais de réseau intermédiaire (Visa, Mastercard) et la marge bancaire pure, cette opération coûte généralement **entre 1% et 2%** du montant total de la transaction.

1 **Transaction initiale**

CHF 100.– (valeur de départ)

2 **Après 1 paiement (2% frais)**

CHF 98.– restants pour le commerçant

3 **Après 3 paiements**

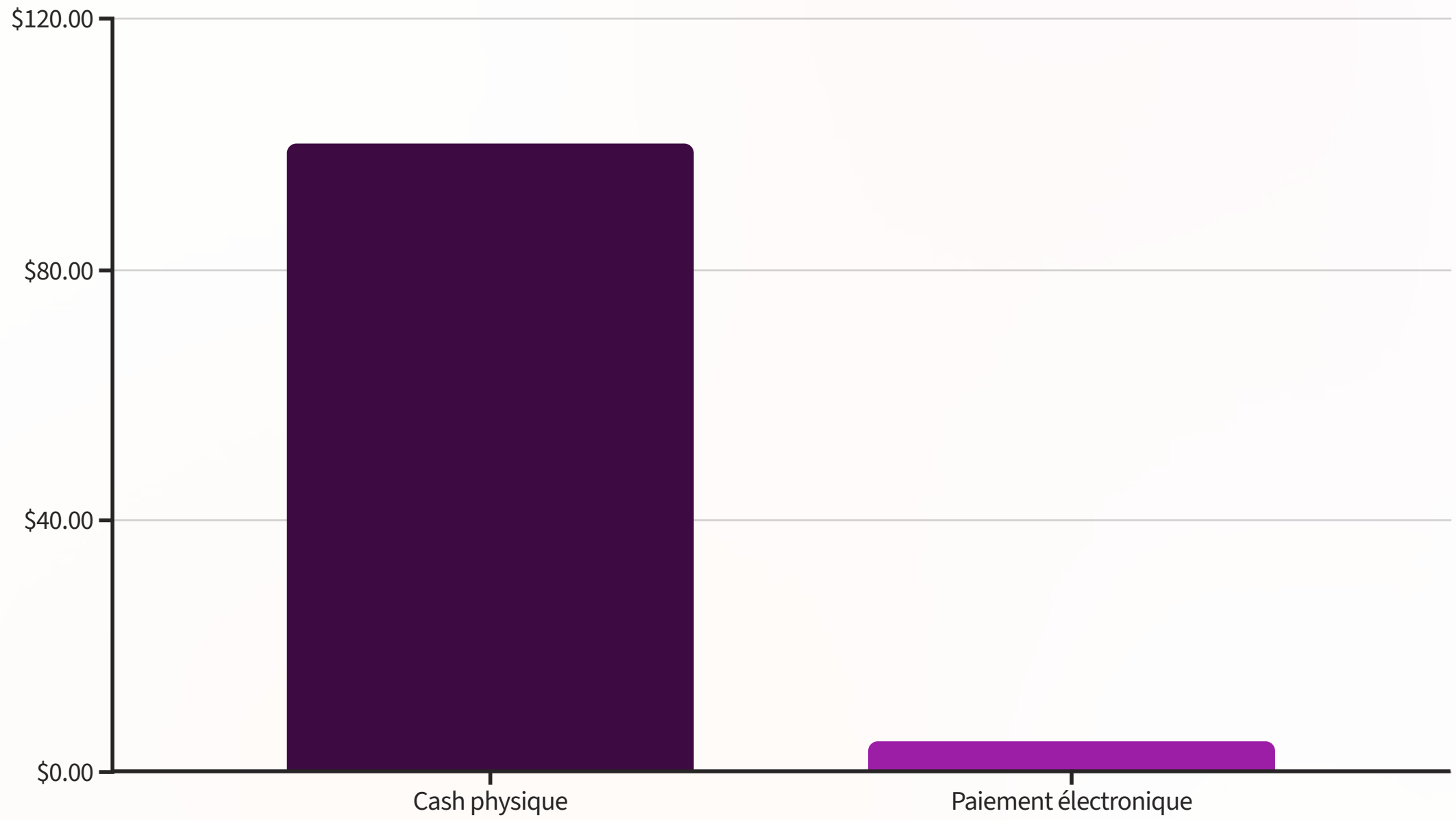
CHF 94.12 restants dans l'économie réelle

4 **Après 150 paiements**

CHF 4.83 seulement !

L'érosion invisible de la valeur par les commissions bancaires

En appliquant ce processus d'érosion sur 150 opérations successives dans l'économie, la valeur initiale de CHF 100.– tombe catastrophiquement à seulement **CHF 4.83**. Les banques et intermédiaires financiers, eux, auront tranquillement encaissé **CHF 95.17** en commissions pures. Avec un billet de banque physique traditionnel, ces mêmes 150 paiements auraient pu être réalisés sans que sa valeur ne change d'un centime : il vaudrait toujours exactement CHF 100.



https://wise.com/fr/blog/frais-bancaires-paiement-en-suisse

L'argent liquide garde intégralement sa valeur à chaque transaction, garantit votre propriété réelle et votre indépendance financière totale vis-à-vis du système bancaire parasitaire.

Avec l'e-ID approuvée par le peuple et l'infrastructure Swiyu techniquement déployée et opérationnelle, la Suisse possède maintenant toutes les briques technologiques nécessaires pour cette transition historique vers le contrôle total des citoyens.

L'ironie tragique : Pourquoi le petit OUI à l'e-ID est un avertissement

Un vote serré révélateur

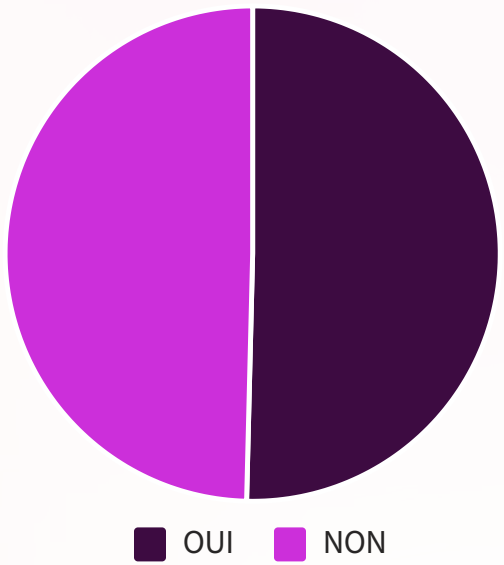
Le vote extrêmement serré du 28 septembre 2025 (**50,39% seulement**) aurait dû servir de **signal d'alarme retentissant** pour les autorités fédérales et les élites politiques. Les citoyens suisses étaient déjà profondément inquiets et sceptiques face aux implications terrifiantes pour la vie privée et le contrôle étatique croissant.

Malgré ces craintes existentielles largement exprimées pendant la campagne, l'e-ID a quand même été approuvée de justesse – notamment grâce à une intervention politique douteuse, potentiellement illégale, et certainement anti-démocratique de l'entreprise d'État Swisscom qui a versé 30'000 francs à la campagne du oui.https://www.ictjournal.ch/news/2025-09-29/le-peuple-suisse-accorde-de-justesse-la-victoire-a-le-id

www.combourse.com

Swisscom pointé du doigt pour s'être immiscé dans la campa...

Le groupe a fait un don de 30 000 francs au camp du «oui» lors de la votation du 28 septembre sur l'identité électronique. Une entreprise,...



Une marge de seulement 0,78% – pratiquement un match nul démocratique

Ce qu'il faut absolument retenir : L'e-ID n'était que l'étape 1

1 — Septembre 2025
e-ID approuvée de justesse (50,39%)

2 — Mars 2026
Votation cruciale sur le cash

3 — 2028-2030
Introduction probable d'une CBDC

4 — Après 2030
Surveillance généralisée permanente

La chronologie historique est absolument limpide et ne laisse aucun doute sur les intentions : l'e-ID approuvée en septembre 2025, la votation décisive sur le cash en mars 2026, et probablement l'introduction progressive d'une CBDC vers 2030. **Ce n'est pas une coïncidence fortuite. C'est un agenda planifié méthodiquement.**

> En votant OUI à l'initiative pour le cash, les Suisses affirmeront solennellement que l'argent physique et l'anonymat des transactions sont plus importants que la commodité numérique illusoire et montreront qu'ils refusent catégoriquement de devenir les citoyens dociles d'un État de surveillance bancaire programmable.

Sans argent liquide comme voie de secours et zone de liberté, l'e-ID devient l'instrument ultime de contrôle personnel absolu. Avec l'argent liquide constitutionnellement protégé, les citoyens conservent une zone de liberté inviolable que l'État ne peut pas surveiller, tracer ou interdire arbitrairement.

Les risques existentiels des monnaies numériques de banque centrale (CBDC)

Les CBDC (Central Bank Digital Currencies), que le contre-projet fédéral pourrait autoriser implicitement par sa formulation volontairement vague, présentent des **risques majeurs et irréversibles** pour les libertés individuelles fondamentales et la démocratie elle-même.

Surveillance totale permanente

Chaque transaction serait automatiquement traçable en temps réel par les autorités gouvernementales et policières

Programmabilité de l'argent

L'argent pourrait être programmé avec des restrictions techniques (date d'expiration forcée, lieux d'utilisation autorisés, plafonds de dépenses arbitraires)

Censure financière automatique

Certaines transactions pourraient être bloquées instantanément et automatiquement par des algorithmes opaques

Fin totale de l'anonymat

Disparition complète et définitive de la vie privée financière, même pour les plus petits achats quotidiens

Vulnérabilité aux cyberattaques

Risques exponentiels de piratage massif, de sabotage étranger ou de défaillance systémique catastrophique

Fragilisation du système bancaire

Fin du rôle d'intermédiaire protecteur des banques commerciales, pouvant déstabiliser gravement tout le système financier

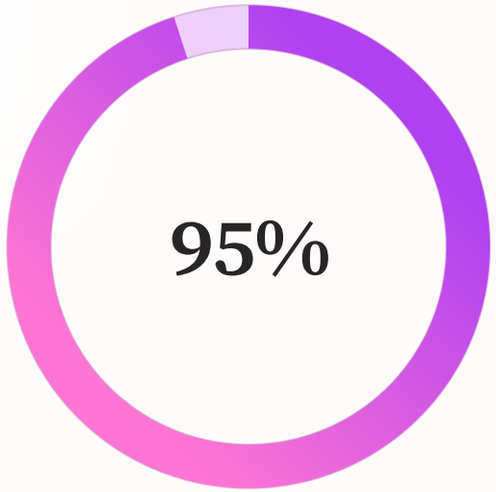
Dépendance absolue à l'État

Sans monnaie physique alternative, plus aucune marge de manœuvre ni zone de liberté n'existe face aux caprices étatiques

> **Les CBDC transforment irréversiblement l'argent en un instrument de contrôle social totalitaire**

Une large majorité populaire soutient le cash

Selon les sondages d'opinion publique les plus récents et fiables, 95% des Suisses souhaitent explicitement le maintien obligatoire de l'argent liquide comme option de paiement, même si l'usage personnel des paiements électroniques progresse rapidement dans leur vie quotidienne.https://www.allnews.ch/content/r%C3%A9glementation/l%E2%80%99argent-liquide-sera-garanti-dans-la-constitution



Soutien au cash

Les Suisses souhaitent le maintien obligatoire de l'argent liquide comme option de paiement.

Cette apparente contradiction sociologique s'explique très simplement : les citoyens veulent intelligemment **conserver le choix libre** entre liquide et électronique selon les situations et leurs besoins, et non subir passivement une disparition forcée et autoritaire du cash imposée d'en haut.

Le recul de l'utilisation spontanée des espèces (passée de 70% à environ 30% des transactions quotidiennes entre 2017 et 2024) ne justifie en rien sa suppression légale. Au contraire, cela rend d'autant plus **nécessaire et urgente** sa protection constitutionnelle explicite face aux pressions des banques commerciales et de la numérisation galopante imposée par les géants technologiques.

Position ferme du Mouvement Fédératif Romand

Initiative « Cash c'est la vie » vs Contre-projet : Une différence fondamentale de pouvoir et de souveraineté

La confusion délibérément entretenue par le Conseil fédéral et les médias dominants autour du « contre-projet » à notre initiative populaire menace gravement la compréhension démocratique réelle de l'enjeu historique : **ce ne sont absolument pas des projets similaires ou équivalents**, mais deux visions diamétralement opposées et incompatibles de la protection de l'argent liquide en Suisse.

1

Initiative « Cash c'est la vie »

Donne explicitement et constitutionnellement le **pouvoir décisionnel à la Confédération**, à travers la loi fédérale et donc sous contrôle parlementaire permanent et populaire via le référendum facultatif.

Cette approche démocratique garantit fermement que toute modification future substantielle serait obligatoirement soumise non seulement au Parlement fédéral, mais aussi et surtout **au peuple souverain via le référendum**, respectant scrupuleusement le principe sacré de souveraineté populaire directe qui caractérise la Suisse.

www.bk.admin.ch

Droits politiques

La Constitution1 est modifiée comme suit :Art. 99, al. 1bis et 51bis La Confédération veille à ce que pièces de monnaie ou billets de...

2

Contre-projet fédéral

Confie la préservation technique du cash à la **Banque nationale suisse (BNS)**, institution constitutionnellement indépendante du pouvoir politique.

Or, la BNS est une institution technocratique fermée : ses décisions opérationnelles échappent totalement à la fois au référendum populaire, au contrôle parlementaire effectif et même au Conseil fédéral lui-même.

Le pouvoir réel sur l'argent liquide serait ainsi **confié à un organe technocratique non élu,** sans aucun contrôle démocratique direct – autrement dit, complètement « hors de portée » du peuple suisse souverain.

Une communication délibérément biaisée et trompeuse

Le Conseil fédéral avance mensongèrement dans ses consultations publiques et communications officielles que le contre-projet serait soi-disant « plus précis juridiquement », « mieux formulé techniquement », et qu'il « sauverait efficacement le cash » – détournant ainsi perfidement l'attention citoyenne de la question fondamentale absolue de la gouvernance démocratique.

Faire croire au public que le contre-projet protège réellement et durablement l'argent liquide relève tout simplement du **trompe-l'œil politique caractérisé**. Lui confier ce rôle vital à la BNS technocratique, c'est consciemment retirer au peuple et à ses représentants élus tout contrôle effectif et tout pouvoir décisionnel réel sur le sujet.

> La défense démocratique du cash, ce n'est absolument pas une question technique bancaire de second ordre, c'est une question existentielle de souveraineté populaire directe et de droits fondamentaux inaliénables.

1

Initiative « Cash c'est la vie »

Garantit constitutionnellement la souveraineté populaire et parlementaire sur la préservation obligatoire du cash

2

Contre-projet fédéral

Privatise cette préservation en la confiant à une autorité technocratique indépendante, imperméable au contrôle démocratique

Conclusion : Pour une vraie démocratie monétaire directe

Le Mouvement Fédératif Romand appelle **solennellement et urgemment** les citoyennes et citoyens romands et suisses à :

- Voter OUI à l'initiative populaire « L'argent liquide, c'est la liberté » – seule garantie constitutionnelle réelle
- Rejeter fermement le contre-projet - Le contre-projet du Conseil fédéral est une protection trompeuse et illusoire
- Question subsidiaire décisive - En cas d'acceptation des deux textes, donner impérativement la préférence claire à l'initiative populaire

Cette votation historique du 8 mars 2026 dépasse infiniment le simple enjeu monétaire ou technique. C'est un **choix de société absolument fondamental** entre des valeurs et des avenirs radicalement opposés :

Avec l'initiative

- Liberté individuelle préservée
- Souveraineté populaire directe respectée
- Autonomie citoyenne garantie
- Protection du modèle suisse unique

Sans l'initiative

- Surveillance financière totale
- Technocratie non démocratique
- Dépendance absolue au système
- Alignement sur les standards européens

Défendre constitutionnellement l'argent liquide, c'est défendre simultanément la liberté fondamentale, la vie privée inviolable, la souveraineté populaire directe et la dignité humaine elle-même.

Le franc physique, sous forme de pièces métalliques et billets papier tangibles, est un **pilier fondamental absolu** de notre démocratie directe millénaire et de notre indépendance nationale historique. Il incarne concrètement la confiance mutuelle, la responsabilité personnelle et la solidarité communautaire qui caractérisent profondément le modèle helvétique unique au monde.

Ne laissons surtout pas les technocrates non élus et les banquiers internationaux nous imposer sournoisement une société dystopique de surveillance financière totale sous le prétexte fallacieux et trompeur de « modernité inévitable » ou d'« efficacité économique ».

Un appel urgent à la vigilance démocratique collective

Le 8 mars 2026, chaque citoyenne et chaque citoyen devra faire un **choix historique décisif** entre une Suisse qui préserve jalousement les libertés fondamentales inaliénables de ses citoyens et une Suisse qui s'engage irrémédiablement sur la voie dangereuse de la surveillance généralisée permanente et de la dépendance technologique totalitaire.

La votation piégée du 28 septembre 2025 sur l'e-ID a déjà tragiquement franchi la première ligne critique du Rubicon démocratique. Le vote salvateur du 8 mars 2026 sur l'initiative constitutionnelle pour le cash représente désormais la dernière occasion historique réelle de préserver durablement une zone de liberté financière inviolable et intransmissible.

Après cette date fatidique, si l'argent liquide physique disparaît progressivement sans protection constitutionnelle forte et si une CBDC de surveillance est subrepticement introduite dans l'infrastructure numérique Swiyu existante, **il sera définitivement et irréversiblement trop tard** pour inverser le processus totalitaire.

> **Sans argent liquide constitutionnellement protégé, il n'y a pas de liberté véritable possible. Avec l'e-ID déployée et les CBDC programmables introduites, il n'y aura plus jamais que surveillance permanente, contrôle algorithmique absolu et soumission docile à l'autorité étatique.**

Votez oui à l'initiative "Le cash, c'est la vie" le 8 mars 2026

« Pour une Suisse éternellement souveraine, véritablement libre et profondément respectueuse des droits fondamentaux inaliénables de ses citoyens »

Rédigé par Michelle Cailler, titulaire d’un master en droit, pour la fondation Thémisia Gioia.

le 13 janvier 2026